



Pour diffusion immédiate : 29/12/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL ANNONCE UNE NOUVELLE APPLICATION SIMPLIFIÉE POUR LES PERSONNES CHERCHANT À OBTENIR UNE AIDE DE L'ÉTAT POUR DES DÉPENSES LIÉES À DES ACTES CRIMINELS**

*Le Bureau des services aux victimes de l'État de New York modifie la demande d'indemnisation afin de supprimer les questions, de simplifier le langage et de réduire sa longueur pour garantir une procédure plus conviviale*

*Les personnes éligibles peuvent recevoir une aide pour les frais médicaux et de conseil, les frais de funérailles et d'enterrement et le remboursement des pertes de salaire, parmi d'autres aides financières*

La gouverneure Kathy Hochul a annoncé aujourd'hui la mise à disposition d'un nouveau formulaire simplifié pour les personnes souhaitant obtenir une aide de l'État pour des dépenses liées à des actes criminels. Le Bureau des services aux victimes de l'État de New York a remanié [son formulaire](#) afin d'éliminer les questions, de simplifier le langage et de réduire la durée de la procédure pour la rendre plus conviviale. L'OVS constitue un filet de sécurité financière essentiel pour les personnes qui n'ont pas d'autres ressources pour payer les dépenses qu'elles ont engagées à la suite d'une agression, telles que les factures de soins médicaux et de conseils, les frais de funérailles et d'enterrement, et le remboursement des pertes de salaire, parmi d'autres formes d'aide financière.

**La gouverneure Hochul a déclaré :** « New York veille depuis longtemps à ce que les personnes et les familles qui ont subi des préjudices à la suite d'un crime aient accès au soutien, aux services et à l'aide financière dont elles ont besoin. Cet engagement ne serait pas possible sans le travail effectué par le personnel du Bureau des services aux victimes et les professionnels de l'aide aux victimes qui ont consacré leur carrière à servir les personnes qui ont subi des pertes, des traumatismes et des souffrances indicibles. Je leur suis incroyablement reconnaissante pour le travail qu'ils accomplissent, qui permet d'améliorer la vie de tant de personnes dans l'État de New York ».

**Le lieutenant-gouverneur Antonio Delgado a déclaré :** « Les victimes d'un crime ne devraient pas avoir à s'inquiéter du coût financier du processus de guérison. Le Bureau des services aux victimes fait tomber les barrières et veille à ce que les personnes

touchées par la criminalité aient accès aux ressources et aux services dont elles ont besoin pour guérir et aller de l'avant. Nous veillerons à ce que les New-Yorkais reçoivent le soutien qu'ils méritent ».

**Elizabeth Cronin, directrice du Bureau des services aux victimes, a déclaré :**

« Mon équipe au Bureau des services aux victimes est toujours à la recherche de moyens pour rationaliser et améliorer nos processus, afin qu'ils soient centrés sur les victimes et les survivants, et qu'ils tiennent compte des traumatismes. Nous avons reçu d'excellents retours de la part des représentants des victimes et des prestataires de services qui jouent un rôle essentiel en aidant les personnes à demander de l'aide, et cette procédure de demande simplifiée est le résultat de la coordination entre eux et le personnel de l'OVS. Je les remercie pour leurs idées et leur engagement à fournir des services de la plus haute qualité aux victimes et aux survivants d'actes criminels ».

Bien que le Bureau des services aux victimes ait modifié sa procédure de demande en fonction des modifications apportées aux lois des États qui définissent les conditions d'éligibilité à l'aide financière, il s'agit des changements les plus importants apportés au document depuis des dizaines d'années. Les personnes, les prestataires de services et les défenseurs des victimes ont exprimé leurs préoccupations quant à la longueur du document et à certaines questions invasives, qui ont parfois dissuadé les personnes de demander de l'aide. La nouvelle procédure de demande fournit les informations nécessaires au Bureau des services aux victimes pour attribuer les demandes aux membres du personnel, qui obtiennent ensuite les documents supplémentaires nécessaires pour prendre les décisions qui s'imposent, en fonction du type d'aide demandée. Le formulaire de demande comporte désormais cinq pages au lieu de neuf, et le nombre de questions a été réduit de moitié, passant de 14 à sept.

Au cours de l'exercice fiscal 2022-23 de l'État, le Bureau des services aux victimes a versé 14,6 millions de dollars aux victimes et aux survivants d'actes criminels et aux membres de leur famille pour les factures de soins médicaux et de conseils, la réadaptation professionnelle, la perte de salaire et de soutien, les frais de funérailles et d'enterrement, les coûts associés au transport judiciaire et médical, aux dispositifs de sécurité, au déménagement et au nettoyage de la scène du crime, ainsi que le remplacement ou la réparation de biens personnels essentiels. New York est le seul État du pays à ne pas plafonner les frais médicaux et de conseil ; la législation de l'État limite les autres types de remboursement ou d'indemnisation. L'OVS a également remboursé directement aux prestataires médicaux près de 2 millions de dollars pour des [examens médico-légaux de viol](#) au cours de l'année fiscale 23. Tous les remboursements et indemnisations pour les coûts liés à la criminalité sont financés par les amendes, les frais et les surtaxes payés par certaines personnes condamnées par un tribunal fédéral ou d'État, et non par l'argent des contribuables fédéraux ou d'État.

Au début du mois, [la gouverneure Hochul a signé une loi \(S.214A/A.2105A\) visant à élargir l'éligibilité aux fonds d'indemnisation des victimes pour les victimes et les survivants d'actes criminels](#). La loi supprime l'obligation pour les victimes de fournir des documents émanant des forces de l'ordre pour pouvoir prétendre à une indemnisation

et s'applique aux crimes commis à partir du 31 décembre 2025. La date d'entrée en vigueur donne au Bureau des services aux victimes suffisamment de temps pour se préparer à la mise en œuvre de cette modification et d'autres changements importants inclus dans la loi.

La nouvelle demande d'indemnisation est un autre exemple des efforts déployés par le Bureau des services aux victimes pour améliorer l'accès, élargir l'admissibilité à l'aide financière et [renforcer les capacités des prestataires de services grâce à la formation professionnelle et à l'assistance technique](#). Au cours des dernières années, l'OVS a :

- Lancé [OVS Resource Connect](#), une [plateforme en ligne qui permet aux individus de trouver de l'aide et des ressources en utilisant un langage courant pour rechercher un soutien pour un problème ou un besoin spécifique, par code postal](#). L'OVS Resource Connect génère alors une liste de programmes qui peuvent fournir des services pour répondre à leurs besoins.
- Fait progresser et soutenu une série de lois qui, une fois promulguées, ont élargi l'accès et l'éligibilité à l'indemnisation, notamment [en permettant aux victimes de crimes haineux, de diffusion ou de publication illégale d'une image à caractère privé et de mise en danger d'autrui au premier et au deuxième degré de recevoir une indemnisation](#) pour le manque à gagner, les coûts de nettoyage de la scène du crime, les conseils et autres dépenses non couvertes par l'assurance, même si elles n'ont pas été blessées.
- [Augmenté l'indemnisation pour les biens personnels essentiels perdus ou endommagés](#) de 500 à 2 500 dollars ; augmenté les indemnités d'urgence pour les frais funéraires jusqu'à 3 000 dollars ; et élargi l'accès à l'indemnisation pour les personnes qui ont été victimes de crimes de haine mais n'ont pas subi de blessures physiques.

Le [Bureau des services aux victimes](#) finance et soutient également 239 programmes communautaires dans tout l'État qui fournissent des services essentiels, tels que des conseils en cas de crise, des groupes de soutien, la gestion de cas, des abris d'urgence, une aide juridique civile et une aide au relogement, entre autres, aux victimes et aux survivants, à leurs proches et à leurs communautés. Ces programmes offrent des services gratuits, indépendamment du fait que la personne ait ou non signalé le délit à la police. Plus de 80 % des demandes d'aide financière sont déposées par le personnel de ces programmes. Suivez le Bureau des services aux victimes sur [X \(anciennement Twitter\)](#) et [Facebook](#).

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418  
Inscrivez-vous pour recevoir les informations les plus récentes du Bureau de la gouverneure :  
[ny.gov/signup](http://ny.gov/signup) | Envoyez NEW YORK par SMS au 81336

[SE DÉSABONNER](#)